École, emploi, pouvoir d'achat : refuser l'été meurtrier !

La fin de l'année scolaire et le départ -attendu- du ministre sont l'occasion de faire un bilan de la politique conduite et de ses résultats à partir du prisme du CSE mais aussi d'une focale élargie à toute la société.
Les passages en force de Xavier Darcos sur des sujets aussi sensibles que les programmes du primaire, le rythme journalier des élèves avec la suppression du samedi, la généralisation du bac pro 3 ans… n'ont rien réglé.
La lutte déterminée des maîtres « désobéisseurs » (malgré la multiplication des sanctions disciplinaires à leur encontre), l'expertise scientifique d'éminents chronobiologistes, ou de certains milieux professionnels s'agissant du bac pro, ne sont pas des réactions épidermiques mais l'expression d'un malaise profond et durable du monde de l'éducation. Le départ de Xavier Darcos n'a rien réglé en la matière et pour chacun de ces sujets, il faudra remettre l'ouvrage sur le métier.

Il convient donc au nouveau ministre de l'Éducation, présent aujourd'hui, de donner des signes forts sur ces sujets et, s'il est encore trop tôt pour porter une appréciation sur l'orientation suivie, il conviendra d'adopter la « rupture »… C'est du moins ce que portera la CGT Educ'action lors de l'audience avec Luc Chatel mardi prochain !
Sur des questions aussi sensibles que la réforme du lycée, la formation des maîtres…, les luttes ne sont pas terminées et le feu couve sous la braise[1].

L'actualité de la fin de l'année passe inévitablement par le baccalauréat, n'insistons pas sur la correction de copies du bac de philosophie et ultime provocation d'un ministre sur le départ…
S'agissant de l'épreuve de rattrapage du bac pro, nous dénonçons avec une vigueur particulière la mise en place précipitée de cette nouvelle épreuve dont les modalités avaient été vivement critiquées lors d'un CSE récent. Celle-ci se traduit sur le terrain par l'absence de tout accompagnement des examinateurs. L'envoi à ces derniers, parfois, d'une simple grille d'évaluation ne saurait valoir seul viatique et solde de tout compte.

La CGT-Educ'action demande au ministère de surseoir à l'épreuve de contrôle, propose pour cette année une mesure transitoire à partir de l'examen du livret scolaire et appelle les collègues convoqués à refuser de participer à cette épreuve.
Les organisations syndicales CGT, FSU et SUD ont déposé un préavis de grève en ce sens.
Nous demandons l'ouverture immédiate de négociations sur l'oral de rattrapage et sur l'ensemble des modalités d'examen et de certification.

S'agissant de la nécessaire concertation des « partenaires » sociaux et de la confrontation des projets, la CGT Educ'action tient à protester vivement contre son éviction des rencontres sur le diplôme national du brevet. Membre du CSE, cinquième fédération du second degré, première organisation confédérée dans les lycées professionnels, membre de la première confédération syndicale qui a à connaître de la formation tout au long de la vie, vous comprendrez notre fort mécontentement de la réponse apportée en commission spécialisée du CSE : la CGT Educ'action ne serait pas représentative ! Que Xavier Darcos assume son ostracisme vis-à-vis de la CGT ou qu'il s'en aille… Ce vœu étant pour partie réalisé, nous ne doutons pas qu'il fasse, dans ses nouvelles fonctions, preuve de plus de considération pour notre confédération…

Sur le front du travail, l'ancien ministre de l'Education a joué le rôle du pompier pyromane. Entre les 16 000 postes 15 400 de stagiaires supprimés au nom de la masterisation et surtout des 30 000 emplois vie scolaire (EVS) congédiés début juillet, l'Education nationale donne l'exemple le plus mauvais en matière de suppression d'emplois. Si encore l'Education nationale respectait ses obligations en matière de formation… Que penser d'une formation organisée par l'académie de Rouen sur les fonctions à exercer alors que les contrats des EVS présents dans la salle se terminaient le soir même !

La question brûlante de l'emploi ne doit pas cacher celle, toujours chaude, du pouvoir d'achat : pas de « coup de pouce » pour le SMIC, pas de revalorisation significative des allocations chômage, pas de rattrapage des pertes de traitement des fonctionnaires… A défaut d'une véritable relance de la consommation, l'Etat emprunte. On creuse des trous pour boucher ceux liés aux cadeaux fiscaux en tout genre.
L'Ecole, l'emploi, les retraites, le pouvoir d'achat, le travail le dimanche…, autant de raisons de se mobiliser pour refuser l'été meurtrier annoncé. La CGT est prête, dans l'unité, à répondre aux urgences de l'été et de la rentrée sociale et scolaire.

Représentatives, déterminées, offensives, la CGT et la CGT Educ'action auront toujours leur mot à dire et leurs propositions progressistes à avancer, même si certains s'évertuent à ne pas vouloir les entendre.

Philippe Péchoux
Déclaration de la CGT et de la CGT Educ'action au CSE du 1er juillet 2009

[1] Voir : *Libération*, 1er juillet 2009 : « IUFM : l'appel à Luc Chatel » signé par 60 organisations dont la FERC CGT